



Editorialement Indépendant. Financé par ses lecteurs. Soutenez nous!

Refuser publiquement l'embauche des personnes LGBT+ est contraire au droit européen



Statuant sur un litige italien, la Cour de justice de l'Union européenne a estimé que refuser en public l'embauche de personnes LGBT+ constituait bien une discrimination.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé jeudi 23 avril, dans un communiqué de presse intitulé « Des déclarations homophobes constituent une discrimination en matière d'emploi et de travail lorsqu'elles sont prononcées par une personne qui a ou peut être perçue comme ayant une influence déterminante sur la politique de recrutement d'un employeur », qu'exprimer publiquement son refus d'embaucher des personnes LGBT+ était contraire au droit de l'Union européenne et pouvait justifier que la justice d'un État membre soit saisie d'une plainte, a-t-on appris de l'AFP.



STOP HOMOPHOBIE

@stop_homophobie

Affirmer publiquement « ne pas vouloir embaucher de personnes [#LGBT](#) » est contraire au droit de l'[#UE](#), estime la Cour de justice de l'Union [#CJUE](#) [#AvvocaturaPerIDirittiLGBTI](#)

bit.ly/3eOyHUT



Affirmer « ne pas vouloir embaucher de personnes LGBT » viole l...

La Cour de justice de l'Union européenne a donné raison, ce jeudi, à une association LGBT (lesbiennes, gays, bis et trans), qui avait attaqué stophomophobie.com

103 22:07 - 23 avr. 2020

[46 personnes parlent à ce sujet](#)

À LIRE AUSSI : Pour la justice, les étudiants qui ont saccagé le stand LGBT à La Roche-sur-Yon ne sont pas coupables d'homophobie

L'institution était interrogée par la Cour de cassation italienne après la déclaration dans une émission de radio de Carlo Taormina, avocat et ex-député du parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, qui avait affirmé qu'il refusait de faire travailler des personnes homosexuelles dans son cabinet. « *Aucun homosexuel dans mon cabinet* », avait-il martelé.

Discrimination

L'association Avvocatura per i diritti LGBTI avait alors saisi la justice, jugeant ces propos comme « *une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle des travailleurs* ». L'avocat s'était défendu devant un tribunal italien en faisant valoir son droit à la liberté d'expression, et le fait que son propos était général et ne concernait aucun recrutement en cours.

À LIRE AUSSI : Enfants nés par GPA : quand la justice fait le job du législateur

Après avoir été débouté en première instance, il avait décidé de se pourvoir en cassation. Dans son communiqué, la CJUE a estimé que « *des déclarations homophobes constituent une discrimination en matière d'emploi et de travail lorsqu'elles sont prononcées par une personne* » susceptible d'avoir « *une*

PUISQUE TU ES ICI

PS: Le dernier magazine spécial Amour & Sexe est sorti.
Abonne-toi vite pour le recevoir chez toi !

TÊTU
+
BLANC-MANGER
COCO

49,90€
pour 6 mois
d'abonnement

SOUTIENS
TÊTU

À partir de
5,90€ /mois

TÊTU
+
QUEERSCREEN
(VOD)

30€
pour 6 mois
d'abonnement

Déjà membre ?
[Connectez-vous](#)



par [Timothée de Rauglaudre](#) le 24 avril 2020

[#emploi](#)
[#homophobie](#)

SUR LE MÊME SUJET



#NEWS



7 ans après le mariage pour tous, une étude dresse le portrait robot des mariés de même sexe

#NEWS

Logan McCree, l'ex-star du porno gay devenu militant masculiniste



#NEWS



VIDEO. Découvrez le trailer de « A Secret Love », un docu sur 60 ans d'amour caché entre deux femmes

#NEWS



Ce médicament anti-VIH, testé contre le coronavirus, fait l'objet d'un « marché noir » en Russie

TÊTU

INFORMER. INCARNER. DIVERTIR. CÉLÉBRER. TÊTU.com vous offre votre dose quotidienne d'actualité LGBT+

INSTAGRAM

TWITTER

FACEBOOK

TELEGRAM

LINKEDIN

Inscrivez-vous à la newsletter

Votre email



Made with Figma by @sylvaindubois - © 2019

